



Genève (Suisse), 17-22 novembre 2025

Point 5.1 de l'ordre du jour provisoire

FCTC/COP/11/11

17 juin 2025

## **Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre**

### **Rapport du Secrétariat de la Convention**

#### **Objet du document**

Ce rapport est présenté à la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac conformément à la décision FCTC/COP10(22), dans laquelle le Secrétariat de la Convention était prié de prendre les dispositions voulues pour que le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre soit créé, mais également d'évaluer l'efficacité de ce mécanisme et de soumettre des rapports de situation à la Conférence des Parties, entre autres.

#### **Mesures à prendre par la Conférence des Parties**

La Conférence des Parties est invitée à prendre note du présent rapport et à donner des orientations supplémentaires.

Contribution aux objectifs de développement durable (ODD) : tous les ODD ; en particulier, l'ODD 3 et la cible 3.a.

Lien avec le plan de travail et le budget : point 3.1.2.1.

Incidences financières supplémentaires si elles ne sont pas incluses dans le plan de travail et le budget : aucune.

Document(s) connexe(s) : aucun.

## Introduction

1. Dans sa décision FCTC/COP10(22), la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac a établi le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre (ci-après « le Mécanisme ») et a adopté son mandat, à examiner selon que de besoin. La Conférence des Parties a prié le Secrétariat de la Convention de prendre les dispositions voulues pour que le Mécanisme soit créé, d'évaluer son efficacité et de soumettre des rapports de situation à la onzième session de la Conférence des Parties.
2. Conformément à son mandat, le Secrétariat de la Convention a pris des dispositions pour lancer le Mécanisme (voir paragraphe 21) et pour faciliter, suivant les orientations du Bureau, sa mise en œuvre. Malgré les efforts déployés, les Parties n'ont pas été assez nombreuses à faire part de leur intérêt au Secrétariat pour que le Mécanisme devienne opérationnel. Le Secrétariat de la Convention en a informé le Bureau de la Conférence des Parties et a demandé des orientations sur la suite à donner à cette question. À sa deuxième réunion, le Bureau a prié le Secrétariat d'établir un document sur le contexte historique du Mécanisme et de formuler des recommandations en vue de le faire évoluer, ces recommandations devant être examinées à la troisième réunion du Bureau. Lors de sa troisième réunion, le Bureau a débattu de la nécessité de mettre en évidence les différences, la valeur ajoutée et les limites du Mécanisme, et a également abordé les exercices d'évaluation des besoins et le système de notification de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Il a également été déterminé qu'il fallait envisager différentes options, comme la transition du Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre vers un mécanisme plus structuré ou obligatoire, ou l'abandon du projet. Le Bureau a prié le Secrétariat de la Convention de prendre note de ses commentaires lors de la préparation du rapport du Secrétariat à la onzième session de la Conférence des Parties.
3. Le présent document décrit le contexte historique du Mécanisme, son lancement et les questions à l'étude, en tenant compte des observations du Bureau, pour examen par la Conférence des Parties.

## Historique

4. Dans sa décision FCTC/COP4(16), la Conférence des Parties a prié le Secrétariat de la Convention d'élaborer un rapport contenant, entre autres, des recommandations pour faciliter l'examen régulier des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS. Le rapport FCTC/COP/5/14 présentait un examen des pratiques retenues par divers traités internationaux pour examiner les rapports de mise en œuvre de leurs Parties ; à son annexe 3 figurait un tableau des processus d'examen de la mise en œuvre de différents traités des Nations Unies. Dans sa décision FCTC/COP5(11), la Conférence des Parties a prié le Secrétariat de la Convention de formuler des recommandations sur la mise en place d'un mécanisme visant à lui faciliter l'examen des rapports des Parties.
5. Dans sa décision FCTC/COP6(15), la Conférence des Parties a décidé d'établir un groupe d'experts chargé d'examiner les dispositifs de notification au titre de la Convention-cadre de l'OMS ayant pour mandat, entre autres, d'examiner les divers mécanismes de notification d'autres traités internationaux, y compris ceux qui utilisent un processus intergouvernemental d'examen par les pairs, et de formuler des recommandations sur le renforcement des dispositifs de notification et sur l'élaboration d'un mécanisme de notification et d'examen de la mise en œuvre au titre de la Convention-cadre de l'OMS.

6. Dans son rapport FCTC/COP/7/15, le groupe d'experts a indiqué qu'il avait entendu les secrétariats d'autres traités internationaux au sujet des mécanismes d'évaluation de la mise en œuvre qu'ils avaient adoptés, et effectué un état de l'art sur les mécanismes utilisés par d'autres traités internationaux. Le groupe d'experts est convenu qu'un mécanisme d'examen de la mise en œuvre était nécessaire pour promouvoir le respect de la Convention-cadre de l'OMS par les Parties, et a recommandé que chaque mécanisme établi au titre de la Convention analyse l'ensemble des rapports de mise en œuvre des Parties et mette en lumière les bonnes pratiques, opportunités et solutions aux problèmes rencontrés.
7. Le groupe d'experts a recommandé la création d'un Comité d'examen de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en tant qu'organe subsidiaire au titre de l'article 23.5 f) de la Convention, composé d'un maximum de 15 expertes ou experts indépendants, dont 12 représentantes ou représentants désignés par les Parties et trois représentantes ou représentants d'organisations non gouvernementales ayant le statut d'observateur auprès de la Conférence des Parties. Selon le mandat proposé (figurant à l'annexe 1 du document FCTC/COP/7/15), le Comité aurait pour objectif d'aider les Parties à remplir leurs obligations au titre de la Convention et de faciliter, promouvoir, suivre et garantir la mise en œuvre effective et conforme des obligations au titre de la Convention. Le Comité entreprendrait l'évaluation d'environ 50 % des rapports de mise en œuvre des Parties durant chaque période séparant les sessions de la Conférence des Parties, en portant son attention à la fois sur la qualité et sur l'exhaustivité des données.
8. Pour son examen initial, le Comité, avec l'aide du Secrétariat de la Convention, se pencherait sur les manquements en matière de notification ; les besoins identifiés ou les ressources recherchées ou fournies ; la non-conformité aux exigences au titre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac ; l'incohérence des réponses entre les différents cycles de notification ; et les incohérences au niveau des données contenues dans les documents de référence transmis avec les rapports.
9. À la suite de cet examen initial, le Comité pourrait engager directement un dialogue constructif avec certaines Parties, le cas échéant, et remettrait un rapport à chaque Partie évaluée contenant ses observations et recommandations. Ces rapports seraient mis à la disposition de la Conférence des Parties, à l'issue de l'intervention auprès de la Partie. Le Comité émettrait des recommandations non contraignantes et s'efforcerait d'aider les Parties à mettre en place, de manière efficace, les dispositions de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.
10. En réponse à la proposition du groupe d'experts, certaines Parties ont accueilli favorablement la proposition de création d'un Comité d'évaluation de la mise en œuvre en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence des Parties, tandis que beaucoup d'autres ont exprimé leur inquiétude. Parmi les questions soulevées figuraient celle de la légalité, étant donné qu'il ne s'agirait pas d'un organe intergouvernemental ; celle du nombre de rapports de mise en œuvre à examiner ; et celle de savoir comment sélectionner les rapports.<sup>1</sup>
11. Après quelques échanges, la Conférence des Parties a adopté la décision FCTC/COP7(13) portant création d'un groupe de travail ayant pour mission d'élaborer un cadre stratégique à moyen terme, destiné à être étudié lors de la Conférence des Parties, ayant pour objet d'orienter la conception des plans de travail et des budgets biennaux ainsi que le soutien à la mise en œuvre. Le groupe de travail a également été chargé, entre autres, d'évaluer les recommandations du groupe d'experts sur les dispositifs de notification au titre de la Convention-cadre de l'OMS ainsi que les propositions de statuts

---

<sup>1</sup> [Rapport de la septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) (consulté le 23 juin 2025).

pour la création d'un comité d'évaluation de la mise en œuvre afin de formuler des recommandations sur un mécanisme continu d'évaluation systématique des besoins des Parties en soutien et en assistance, pour examen par la Conférence des Parties.

12. Dans son rapport FCTC/COP/8/11, le groupe de travail a noté que ses membres étaient convenus qu'un Mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac était hautement souhaitable et a estimé que les caractéristiques de ce mécanisme, notamment le mandat assigné à un comité d'examen de la mise en œuvre, devaient être présentées à nouveau aux Parties. C'est pourquoi le projet de cadre stratégique à moyen terme prévoyait d'instaurer un Mécanisme d'examen de la mise en œuvre dans les deux ans (d'ici 2020). En attendant, une démonstration du mécanisme serait menée afin de valider l'approche retenue et d'améliorer le mandat proposé. Dans le projet de décision proposé par le groupe de travail, la Conférence des Parties priait le Secrétariat de la Convention de mener, au moyen de la participation volontaire de cinq à 10 Parties, un projet pilote sur l'instauration d'un Mécanisme d'examen de la mise en œuvre en se référant au mandat présenté par le groupe d'experts dans le document FCTC/COP/7/15.

13. Lors de l'examen des recommandations formulées par le groupe de travail, une grande majorité des Parties ont accueilli favorablement le projet de Mécanisme d'examen de la mise en œuvre, tandis que d'autres ont fait part de leurs préoccupations. Au terme d'un long débat, le libellé du projet de décision a été revu pour souligner plus clairement que les examens de la mise en œuvre étaient entièrement volontaires et leurs résultats, non contraignants.<sup>2</sup>

14. Dans sa décision FCTC/COP8(16), la Conférence des Parties a adopté le cadre stratégique à moyen terme, sous le titre *Stratégie mondiale pour accélérer la lutte antitabac : faire avancer le développement durable par la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS 2019-2025*, en tant que document évolutif. L'objectif stratégique 3.1.2 de la Stratégie mondiale prévoyait la création d'un Mécanisme d'examen de la mise en œuvre piloté par les pairs. En outre, la Conférence des Parties a prié le Secrétariat de la Convention de mener, au moyen de la participation volontaire de 12 Parties au maximum, un projet pilote pour un mécanisme d'examen de la mise en œuvre ; d'élaborer son mandat, selon qu'il conviendrait ; de rendre compte à la neuvième session de la Conférence des Parties des résultats du projet pilote ; et de présenter une stratégie chiffrée ainsi qu'un mandat connexe, pour examen ultérieur.

15. Conformément à ce qui est indiqué dans le document FCTC/COP/10/14, le Secrétariat de la Convention a mené, entre la huitième et la neuvième sessions de la Conférence des Parties, le projet pilote pour un mécanisme d'examen de la mise en œuvre, comme demandé. Vingt-cinq manifestations d'intérêt officielles ont été reçues et 12 Parties ont été sélectionnées, selon les critères de la représentation régionale, la catégorie de revenu, la taille de la population, la langue et la disponibilité des données relatives à la mise en œuvre, ainsi que des considérations liées à la question de savoir si la Partie avait reçu un autre soutien dans le cadre d'une évaluation des besoins ou du projet pour la Convention-cadre de l'OMS à l'horizon 2030.

16. En outre, le Secrétariat de la Convention a choisi et invité neuf expertes et experts pour fournir des conseils sur le processus et passer en revue les Parties s'étant portées volontaires. Les examinatrices et examinateurs ont procédé à l'évaluation des Parties dont ils avaient la charge, sur la base des données et des documents collectés. Afin de recevoir des contributions, des informations et des éclaircissements supplémentaires, les examinatrices et examinateurs ont collaboré directement avec les points focaux nationaux désignés, avec l'appui du Secrétariat de la Convention.

---

<sup>2</sup> [Rapport de la huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) (consulté le 23 juin 2025).

17. Sur la base des enseignements tirés et des recommandations de l'exercice pilote, et en tenant compte du fait que la décision FCTC/COP8(16) a établi que l'examen devrait être volontaire et que la Stratégie mondiale prévoyait la création d'un mécanisme d'examen de la mise en œuvre piloté par les pairs, le Secrétariat a rédigé un mandat et une stratégie chiffrée pour le mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et de soutien. Comme cela est indiqué dans le document FCTC/COP/10/14, les expertes et experts ont recommandé de renommer le mécanisme de manière à inclure la dimension de l'assistance et du soutien aux Parties.

18. Conformément au mandat proposé (figurant à l'annexe 1 du document FCTC/COP/10/14), le Secrétariat de la Convention inviterait les Parties à la Convention à manifester leur intérêt à participer au mécanisme d'examen de la mise en œuvre et de soutien en qualité de volontaires. Les Parties intéressées s'engageraient à désigner un point focal et une experte ou un expert qui fasse partie du groupe d'examinatrices et d'examineurs. Les points focaux seraient chargés de rassembler tous les documents nécessaires à l'examen, de les faire traduire (le cas échéant) et de les transmettre aux examinatrices et examineurs ayant été assignés aux Parties. Les expertes examinatrices et experts examineurs devraient procéder à l'examen de tous les documents leur ayant été fournis et établir le rapport de la Partie.

19. Une fois la liste des volontaires établie, le Secrétariat de la Convention associerait les Parties, en tenant compte de l'appartenance régionale et des critères linguistiques. Les expertes examinatrices et experts examineurs partageraient les projets de rapport avec les points focaux respectifs en vue d'obtenir un retour d'information et un accord. Lorsque les observations auraient été reçues, les projets de rapport seraient finalisés et envoyés au Secrétariat de la Convention, qui les transmettrait ensuite aux Parties volontaires pour information et pour obtenir leur accord final.

20. Lors de l'examen du rapport FCTC/COP/10/14, établi par le Secrétariat de la Convention, à l'occasion de la dixième session de la Conférence des Parties, certaines Parties ont déclaré appuyer le mécanisme d'examen de la mise en œuvre et de soutien proposé. D'autres Parties, tout en reconnaissant l'intérêt d'un tel mécanisme d'examen pour cerner les difficultés de mise en œuvre et les besoins de soutien des Parties, étaient d'avis que le mécanisme proposé ne constituait pas un véritable mécanisme d'examen de la mise en œuvre à l'instar de ceux qui existaient pour d'autres traités multilatéraux. Ces Parties ont fait observer que de tels mécanismes étaient transparents par nature et que les résultats de l'examen étaient généralement rendus publics, relevant que le mécanisme proposé dans le document FCTC/COP/10/14 semblait être une procédure d'examen collégial volontaire plutôt qu'un mécanisme d'examen de la mise en œuvre.

21. Plusieurs amendements au projet de décision figurant à l'annexe 3 du document FCTC/COP/10/14 ont été proposés, tenant compte des opinions exprimées et des suggestions formulées au cours du débat. Après une longue discussion, il a été décidé de changer le nom du mécanisme en « Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs », d'ajouter une formulation prévoyant que le mécanisme serait révisé si nécessaire, et de proposer d'éventuelles révisions nécessaires du processus pour examen par la onzième Conférence des Parties.<sup>3</sup> Dans sa décision FCTC/COP10(22), la Conférence des Parties a établi le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre.

---

<sup>3</sup> [Rapport de la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) (consulté le 23 juin 2025).

## **Lancement du Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre**

22. En septembre 2024, le Secrétariat de la Convention a envoyé un courriel à toutes les Parties (notamment aux points focaux de la Convention-cadre de l'OMS et aux missions permanentes) pour lancer un appel à manifestation d'intérêt afin de recruter des Parties volontaires pour le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ce courriel contenait des informations sur le Mécanisme, un lien vers la décision FCTC/COP10(22) et des détails sur le processus d'examen par les pairs convenu dans le cadre de la décision. Les conseillères et conseillers régionaux de l'OMS pour la lutte antitabac ont également été informés de l'appel et ont été priés de faire connaître le mécanisme et d'encourager les Parties à envisager de se porter volontaires.

23. Quatre Parties ont fait part de leur intérêt au Secrétariat de la Convention, parmi elles :

- a) une Partie a mal compris l'appel, pensant qu'il portait sur la participation au projet pour la Convention-cadre de l'OMS à l'horizon 2030, et a donc retiré sa manifestation d'intérêt ;
- b) deux Parties ont demandé des consultations supplémentaires auprès du Secrétariat de la Convention pour examiner en détail le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre, mais se sont toutes deux retirées à l'issue de ces consultations (ces Parties ont exprimé leur inquiétude au sujet du processus en raison du très petit nombre de Parties y prenant part ; et, dans la mesure où il s'agit de deux pays de la même Région, ces Parties auraient de toute façon communiqué au sujet des domaines couverts par le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre, ce qui n'aurait à leur avis que peu d'avantages) ; et
- c) une Partie souhaitait toujours participer au Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre, mais il faudrait au moins deux Parties pour que le Mécanisme fonctionne conformément à la décision de la dixième session de la Conférence des Parties.

24. Dans ce contexte, le Secrétariat de la Convention n'a pas été en mesure de mettre en application le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre tel qu'il a été adopté dans la décision FCTC/COP10(22).

## **Discussion**

25. Comme cela a été évoqué à la troisième réunion du Bureau, si le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre peut coïncider partiellement avec les évaluations des besoins pour la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS et avec la notification dans le cadre de la Convention-cadre de l'OMS, ces deux activités n'ont ni la même portée, ni la même profondeur, ni le même impact.

26. **L'évaluation des besoins pour la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS**, établie conformément à la décision FCTC/COP1(13), est un exercice volontaire destiné à accompagner les Parties dans l'évaluation de leurs besoins à la lumière de leurs obligations au titre de la Convention, dans le but d'assurer la pleine mise en œuvre de cette dernière. Les évaluations des besoins sont des évaluations approfondies menées conjointement par la Partie requérante et le Secrétariat dans les pays, ce qui nécessite une mobilisation multisectorielle, des rapports détaillés et un soutien ciblé.

À l'inverse, le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre est un processus d'examen à distance piloté par des pairs, axé principalement sur l'examen des rapports existants et des informations accessibles au public,<sup>4</sup> sans visite dans le pays, sans soutien financier de la part du Secrétariat de la Convention, et dont les résultats ne sont partagés qu'avec la Partie participante. Les deux exercices sont volontaires et comportent un volet de soutien aux Parties. Dans le même temps, s'il est possible que l'évaluation des besoins donne lieu à une mobilisation et à une action politiques d'ampleur, les résultats du Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre dépendront de la manière dont la Partie participante choisira de prendre en compte les conclusions. Les rapports d'évaluation des besoins sont publiés sur le site Web de la Convention-cadre de l'OMS.<sup>5</sup> En revanche, les conclusions des examens des Parties peuvent être partagées uniquement au sein du groupe des Parties volontaires au Mécanisme et les informations de haut niveau peuvent être utilisées à des fins de notification.

27. **La notification des Parties au titre de la Convention-cadre de l'OMS** est régie par l'article 21 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et par les décisions ultérieures de la Conférence des Parties. Chaque Partie est tenue de soumettre à la Conférence des Parties des rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention. Dans sa décision FCTC/COP10(19), la Conférence des Parties a décidé d'améliorer le système de notification de la Convention-cadre de l'OMS, notamment par l'adoption d'un instrument révisé de notification ;<sup>6</sup> les résultats de la première application du système amélioré de notification sont décrits dans le document FCTC/COP/11/4. Bien que la Conférence des Parties ait pris de nombreuses décisions sur les dispositions relatives à la notification, elle n'a pas encore mis en place de mécanisme officiel d'examen des rapports obligatoires qui s'appliquerait uniformément à toutes les Parties. Comme cela est mentionné dans la section « Historique » du présent rapport, le concept de mécanisme d'examen de la mise en œuvre a été évoqué pour la première fois en lien avec les dispositifs de notification au titre de la Convention-cadre de l'OMS, et il a considérablement évolué. À la suite des délibérations lors de différentes sessions, la dixième Conférence des Parties a adopté le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs en tant qu'approche volontaire, pilotée par les pairs, et visant à mettre en place un examen par les autres Parties dans une optique constructive plutôt qu'une surveillance du non-respect par les Parties des obligations qui leur incombent au titre de la Convention-cadre. Comme en témoigne le faible intérêt suscité par la participation au Mécanisme, cette approche n'a pas enthousiasmé les Parties.

28. À la lumière de ce qui précède, la Conférence des Parties souhaitera peut-être réexaminer la valeur ajoutée que pourrait avoir un mécanisme d'examen de la mise en œuvre qui :

- a) ne serait pas volontaire ; et
- b) S'appliquerait à toutes les Parties, ce qui le rapprocherait davantage des mécanismes d'examen utilisés dans d'autres traités multilatéraux.

---

<sup>4</sup> Il s'agit notamment des deux derniers rapports officiels de mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS ; des rapports d'évaluation des besoins et/ou d'évaluation de l'impact aux fins de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS ; et de tout texte législatif national, régional ou local, tout décret, stratégie, plan d'action, etc. (annexe 1 du document FCTC/COP10(22)).

<sup>5</sup> Voir les [évaluations des besoins](#) (consulté le 23 juin 2025).

<sup>6</sup> Il s'agissait d'alléger la charge de travail des Parties en matière de notification, d'améliorer la qualité des données recueillies et de mieux adapter la collecte de données aux besoins de la Conférence des Parties, d'exploiter les synergies avec d'autres sources de données publiques officielles pertinentes, et de mettre davantage l'accent sur le suivi des indicateurs de la Stratégie mondiale (document FCTC/COP/10/13).

29. À défaut, la Conférence des Parties souhaitera peut-être abandonner le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre jusqu'à ce que la situation lui paraisse plus propice (par exemple, si les Parties sont disposées à s'engager dans un processus d'examen obligatoire, qui impliquerait un contrôle du non-respect par les Parties de leurs obligations au titre de la Convention). Tant que ce n'est pas le cas, le Secrétariat de la Convention continuera d'aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations en matière de notification au titre de la Convention-cadre de l'OMS et à évaluer leurs besoins, à leur demande.

## **Mesures à prendre par la Conférence des Parties**

30. La Conférence des Parties est invitée à prendre note du présent rapport et à donner des orientations supplémentaires.

---